

## Bulletin d'histoire politique

# De l'utilisation politique de la mémoire des Patriotes de 1837-1838 au Québec depuis la Révolution tranquille

Christian Labrèche



Volume 10, numéro 2, hiver 2002

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060532ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060532ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique  
Comeau & Nadeau Éditeurs

### ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer cet article

Labrèche, C. (2002). De l'utilisation politique de la mémoire des Patriotes de 1837-1838 au Québec depuis la Révolution tranquille. *Bulletin d'histoire politique*, 10(2), 150–162. <https://doi.org/10.7202/1060532ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2002

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

# De l'utilisation politique de la mémoire des Patriotes de 1837-1838 au Québec depuis la Révolution tranquille

CHRISTIAN LABRÈCHE  
*Enseignant d'histoire*  
*École secondaire Villa Maria*

La mémoire ne cherche à sauver le passé que pour servir au présent et à l'avenir. Faisons en sorte que la mémoire collective serve à la libération et non à l'asservissement des hommes.

Jacques Le Goff<sup>1</sup>

## INTRODUCTION

Depuis près de 30 ans, la connaissance historique a été marquée dans nos sociétés occidentales par un phénomène important : l'emprise de la mémoire. Est-ce l'attente du prochain millénaire qui a entraîné cette recherche effrénée de la mémoire des diverses sociétés ?<sup>2</sup> Difficile à dire avec précision. Toutefois, il est une idée généralement bien acceptée chez les historiens qui veut que la montée de l'importance de la mémoire dans l'étude historique ait été liée à la fin des grands mythes et de certains paradigmes qui avaient marqué l'Occident depuis la révolution industrielle.

Placée face à un futur incertain et devant parer au manque flagrant de grands projets d'avenir, la civilisation occidentale a alors cherché à puiser dans sa mémoire les bases mêmes de son avenir. Or il est important de préciser, comme l'a fait Henry Rousso, que la mémoire ne désigne pas le passé « tel qu'il a été », mais une représentation mentale de ce passé qui se conjugue au présent.<sup>3</sup> Pour sa part, le Québec de la Révolution tranquille n'a pas échappé à ce nouveau paradigme de la mémoire qui est alors apparu en Occident.

Dans les pages qui suivent on donnera un bref aperçu du rôle de la mémoire et de l'utilisation qui peut en être faite. Puis on présentera le changement de paradigme national qui s'est opéré au début des années 1960 au Québec. Ensuite viendra une brève description de la mémoire des Rébellions de 1837-1838. Enfin, il sera question de l'utilisation politique qui a été faite

de cette mémoire dans le cadre de l'élaboration d'une nouvelle identité collective québécoise après 1960.

## 1. L'ÈRE DE LA MÉMOIRE

Parce que la mémoire est davantage *anima mundi* qu'*imago mundi*, parce qu'elle peut agir sur le monde, les tentatives de la manipuler sont permanentes.

Joël Candau<sup>4</sup>

Pour la plupart des historiens de la mémoire, la mémoire n'existe pas en soi. La mémoire d'un événement est toujours une reconstruction du passé basée sur une sélection d'éléments ayant constitué cet événement à l'origine. Élaborée sur la base de choix, cette mémoire est donc chargée d'affectivité. C'est pour cette raison que la mémoire, contrairement à l'histoire qui cherche à atteindre la plus grande objectivité, tend vers la subjectivité. Alors que l'histoire vise à nous faire saisir la distance qui nous sépare du passé, la mémoire cherche plutôt à nous rapprocher du passé<sup>5</sup>. Ce rapprochement au passé peut d'ailleurs se faire sentir à deux niveaux, tant individuel que collectif.

On peut arriver à définir rapidement ces deux niveaux en se basant sur l'important travail de Maurice Halbwachs. Selon lui, la mémoire individuelle désigne la perception qu'un individu a des événements qu'il a vécus dans sa vie personnelle. Au niveau collectif, la mémoire est plutôt le résultat du partage de souvenirs impersonnels (perçus de loin ou à travers le temps comme au travers des propos d'autrui) par un groupe d'individus qui en retirent un sentiment d'appartenance commun<sup>6</sup>. C'est dans le cadre de cette mémoire qu'il faut classer la mémoire nationale. Or, à part ce rôle de mortier visant à réunir les différents blocs sociaux, quelle peut donc être l'utilité de la mémoire collective ?

Plusieurs réponses peuvent être apportées à cette question. Pour Lucien Febvre, le passé doit pouvoir servir à comprendre le présent et aider à le vivre, mais il ne devrait toutefois pas servir à agir sur le présent<sup>7</sup>. Or Lucien Febvre parlait-il alors de la mémoire lorsqu'il parlait du passé ou plutôt de l'histoire ? Peu importe pour Jean Chesneaux qui affirme que Febvre avait tort. Pour Chesneaux, le passé doit aussi permettre d'agir sur le présent<sup>8</sup>. Sinon, c'est que nous vivons sous la dictature du passé où c'est ce dernier qui contrôle le présent. D'ailleurs, selon Chesneaux, même l'État cherche à utiliser la mémoire du passé pour maintenir son pouvoir<sup>9</sup>. Pour y arriver, l'État n'a qu'à reconstruire une mémoire collective populaire ou nationale répondant à ses intérêts en y faisant ressortir les traces du passé qui conviennent et à voir à la

diffusion de son « histoire officielle » par l'enseignement, la censure, l'édition, la scène, etc.

Or si l'État peut manipuler l'histoire et la mémoire, d'autres peuvent aussi le faire et en premier lieu les spécialistes du passé : les historiens. Mais est-ce bien là leur rôle ? Non. Pourtant, s'il est clair que les historiens doivent viser à établir une distance entre le passé et le présent (et donc à ne pas faire de culte de la mémoire), il est aussi clair qu'ils ne sont pas non plus situés hors du temps et hors du contexte sociopolitique qui est le leur. Il n'y a pas d'historien apatride. Chaque historien s'interroge à partir des préoccupations de son groupe et de son époque<sup>10</sup>. Pas étonnant alors que la mémoire et l'histoire soient souvent si liées l'une à l'autre. On a donc des moments de l'histoire collective d'une nation ou d'une société qui ressortent et d'autres qui sont mis de côté dans la seule mesure où les collectivités recherchent dans leur passé les événements qui leur permettent d'avoir une mémoire à la hauteur de leurs besoins.

Cette utilisation de la mémoire est universelle. Qu'on ne pense qu'au souvenir de la Shoah en Occident, à celui de la perte de l'Alsace-Lorraine en France à la veille de la Première Guerre mondiale, au mythe du grand royaume khmer au Cambodge ou à celui de la Grande-Serbie dans les Balkans et on comprendra que chaque société conserve une image de son passé qui rime avec ses intérêts ou ceux de ses dirigeants. Le Québec n'échappe pas à ce vaste mouvement d'utilisation politique de la mémoire. Depuis les années 1960, il est une mémoire qui semble d'ailleurs largement associée dans l'opinion publique au mouvement nationaliste et indépendantiste qui a vu le jour avec la Révolution tranquille : il s'agit de la mémoire des Rébellions des Patriotes de 1837-1838.

## 2. LA RÉVOLUTION TRANQUILLE

Ainsi, par le mythe, les membres d'une société donnée cherchent toujours à véhiculer une image de leur passé conforme à leur propre représentation de ce qu'ils sont. (...) Le contenu du mythe sera l'objet d'une régulation mémorielle collective qui dépendra (...) du contexte social et des enjeux du moment de la narration.

André Leroi-Gourhan<sup>11</sup>

Les années 1960 ont été marquées par l'avènement d'un renouveau complet de la société québécoise : prise en charge partielle de son économie par la communauté québécoise, prise en charge politique de l'État québécois au nom et en fonction des intérêts des seuls Québécois, rejet des vieux mythes

nationaux, etc. Cette période de renaissance et de rattrapage du Québec a pris le nom de Révolution tranquille.

Influencés par tous les développements qui marquaient leur société, les Québécois ont alors développé une nouvelle conscience d'eux-mêmes. Ils ont d'abord commencé par mettre de côté les vieux mythes de la société canadienne-française qui avaient rythmé leur vie depuis 1840: fini le mythe du bon Canadien vaillant qui travaille à sa terre ou aux bois, fini le Jean-Baptiste Gagnepetit, finie l'idée de la mission divine de la nation canadienne-française en Amérique du Nord et finie la revanche des berceaux.

La vision monolithique simplifiée du Canada français qui avait fait son apparition vers les années 1840 avec l'Union et qui avait pris des tournures cléricalo-nationales est alors rejetée par la jeunesse du Québec. La nouvelle société québécoise qui apparaît lentement fait face à de nouvelles préoccupations: audaces politiques et sociales, réconciliation avec son américanité, assurance enfin retrouvée, vie collective beaucoup plus complexe et culture largement à refaire<sup>12</sup>.

Avec ces nouvelles préoccupations et avec l'accélération et la diffusion de la modernité, les Québécois étaient appelés à développer une nouvelle conception d'eux-mêmes. Le vieux paradigme de la résistance culturelle qui avait été entretenu par l'Église, par l'élite politique canadienne-française issue de l'Union de 1840 et même par certains historiens comme François-Xavier Garneau, Lionel Groulx et combien d'autres, ne tenait plus. Il fallait aux Québécois une nouvelle mémoire d'eux-mêmes<sup>13</sup>. Il leur fallait dépasser la mémoire de la subsistance pour en établir une de l'existence<sup>14</sup>. Cette idée était d'ailleurs portée par le message politique des libéraux de Jean Lesage qui, avec leur « Maîtres chez nous », semblaient baliser la route menant vers un nouveau Québec. Mais quelle image de soi devait donc ressortir de la révision de la mémoire québécoise ?

Le premier travail à faire était de reconquérir l'histoire du Québec. Pour Léandre Bergeron qui a su cerner le problème de la faiblesse de l'histoire au Québec et qui a cherché à corriger ce problème de façon très colorée, il faut voir à la « repossesion de notre histoire, premier pas de la repossesion de nous-mêmes pour passer au grand pas, la possession de notre avenir »<sup>15</sup>.

Or s'il devenait clair qu'il fallait réviser l'histoire qui s'enseigne au Québec pour en réformer la mémoire collective, il était aussi clair qu'un nouveau problème se posait: quelle mémoire mettre de l'avant ? Pour les historiens de la fin des années 1950 et du début des années 1960, la réponse est simple: il fallait retrouver les traces d'un nationalisme politique dans l'histoire du Québec. Cette définition politique du Québec, des historiens l'ont retrouvée dans les Rébellions des Patriotes de 1837-1838.

Cette résurgence de la mémoire des Rébellions de 1837-1838 allait d'ailleurs trouver une large audience auprès d'une jeunesse imposante issue du « baby boom » et qui se cherchait de nouveaux modèles. Cette mémoire allait aussi trouver de valeureux disciples auprès d'un nouveau courant politique montant dans le Québec des années 1960 et qui prônait l'indépendance politique du Québec.

Auprès de ces indépendantistes, les Patriotes devenaient les nouveaux héros qui s'étaient battus pour la patrie. Ils devenaient des modèles qu'il fallait chercher à imiter. Avec la naissance d'un nationalisme semblable à celui qui existait avant 1840, quelle mémoire aurait pu être mieux choisie que celle des Patriotes de 1837-1838? On assiste alors non pas à la naissance d'un nouveau nationalisme, mais à la renaissance quelque peu adaptée d'un vieux modèle. Du moins, c'est ce que certains cherchaient à faire croire à l'époque. Cette idée était d'ailleurs portée par des historiens d'influence comme Maurice Séguin dont la conception du nationalisme était beaucoup plus politique que celle de Lionel Groulx (ce dernier avait une vision carrément culturelle du nationalisme)<sup>16</sup>. Pourtant, si Séguin a toujours été perçu comme étant l'historien ayant formé les premières générations d'intellectuels indépendantistes, sa pensée peut parfois sembler incertaine. « On ne peut faire la « preuve » scientifique, écrit Séguin, qu'il vaut mieux concrètement, pour telle nation, d'être indépendante ou annexée. (...) On ne peut affirmer d'une règle générale, que mieux vaut l'indépendance que l'annexion ou l'assimilation »<sup>17</sup>. Pourtant, Séguin lui-même y va d'une affirmation qui remet en question ses propos précédents en prétendant qu'« aucune nation qui se respecte n'accepte d'entrer dans une fédération »<sup>18</sup>. De quoi blesser une forte proportion de Québécois qui acceptent de faire partie de la confédération canadienne!

### 3. LA MÉMOIRE DES RÉBELLIONS DE 1837-1838

Dans chaque angoisse québécoise face à l'avenir, dans chaque fureur linguistique, dans chaque embarras à l'idée de nation, dans chaque décompte des arbitraires fédéraux, dans chaque volonté de solidarité comme dans chaque refus du renoncement à notre identité, il y a, en filigrane, la mémoire obscurcie d'un échec, le sentiment diffus d'un défi qui reste à relever, au nom de ce que nous sommes, de ce que nous voudrions être.

Jean-Marie Fecteau<sup>19</sup>

En tout cas, les Canadiens français ne cesseront d'honorer la mémoire de ceux qui, en, (sic) 1837-1838, souffrirent et moururent pour l'honneur et la liberté de leur patrie.

Laurent-Olivier David<sup>20</sup>

Avec la Révolution tranquille prenait donc racine une nouvelle mémoire du Québec basée non plus sur le rejet des aptitudes politiques des Québécois, mais plutôt sur l'affirmation de ces aptitudes. Cette nouvelle mémoire faisait alors une large place à la commémoration des Rébellions de 1837-1838 et les Patriotes devenaient rapidement les nouveaux modèles à suivre chez les indépendantistes. Les liens à faire entre le passé et le présent sont nombreux : les indépendantistes étaient porteurs d'un message qui recevait des fins de non-recevoir à Ottawa comme les Patriotes avaient avancé leurs 92 Résolutions rejetées par Londres ; le Québec des années 1960 faisait face à une division interne (tous les Québécois, francophones comme non francophones, n'appuyant pas le projet souverainiste) comme les Patriotes avaient été affaiblis par des divisions politiques et culturelles internes ; le Québec se voyait privé de vivre pleinement son indépendance politique comme le Bas-Canada ; les Québécois tentaient de reprendre le contrôle de leur économie aux mains des grands entrepreneurs américains comme les Patriotes avaient tenté de reprendre le contrôle de la leur aux mains des entrepreneurs britanniques ; les Québécois voulaient l'établissement de vraies libertés individuelles comme les Patriotes mettaient de l'avant des principes issus des idées des Lumières ; les Québécois, tout comme les Patriotes, tentaient de réduire la place prise par l'Église au sein de leur État, etc. Aussi, dans les deux cas, selon Louis Balthazar, le nationalisme est lié à la montée d'une nouvelle bourgeoisie francophone possédant des idées et des principes nouveaux, dans les deux cas le nationalisme est politique, territorial et culturel, quoi qu'il soit aussi marqué par une forte ouverture à l'autre et sur le monde et, dans les deux cas, les leaders du mouvement veulent aller trop loin, trop vite<sup>21</sup>. Comment dans ces conditions ne pas faire de liens entre le Québec de la Révolution tranquille et le Bas-Canada des Rébellions des Patriotes ?

Et puis, plusieurs historiens cherchaient, au cours des années 1960, à diffuser la mémoire des Patriotes. Combien d'éditions et de rééditions ont pu alors voir le jour ? Ouellet reprenant Creighton, Séguin reprenant Groulx, Ryerson se reprenant lui-même<sup>22</sup> ; écrits des Vaugeois, Lefebvre, Wallot et Lacoursière, pour ne nommer qu'eux ; rééditions des Laurent-Olivier David, Louis-Joseph Papineau, Lord Durham et autres... La liste semble interminable et c'est sans compter la commémoration qui s'active avec le 125<sup>e</sup> anniversaire de la victoire à Saint-Denis en 1962 et qui se poursuit au cours des années qui suivent : fêtes commémoratives, défilés, banquets, discours de

politiciens, d'historiens ou autres, érection de monuments, remises de mentions honorifiques, manifestation pour préserver la prison des Patriotes (1974), colloques<sup>23</sup> et autres. La mémoire des Patriotes est à la mode.

Or le message qui est alors diffusé en est un fort peu critique. Chez Lacoursière, Provencher et Vaugeois, par exemple, les Patriotes sont les victimes malheureuses d'une attaque anglaise à laquelle ils n'ont cherché qu'à répondre héroïquement avec leurs faibles moyens. Les Anglais y sont d'ailleurs démonisés : attaques en surnombre face à des Patriotes désarmés, villages incendiés, carnages, populations molestées, agressions injustes et injustifiées, règne de la terreur, etc.<sup>24</sup> Les auteurs y vont même de leur élan patriotique : « Dans tous les pays du monde, celui qui verse son sang pour la patrie a droit au titre de héros. Les peuples libres savent se souvenir de leurs patriotes »<sup>25</sup>.

#### 4. L'UTILISATION POLITIQUE DE LA MÉMOIRE DES RÉBELLIONS DE 1837-1838 AU QUÉBEC

Nous devons poursuivre la lutte de nos pères. Le jour de l'indépendance, le peuple entier acclamera les patriotes qui ont su libérer leur patrie. Chénier disait : certains des nôtres seront tués, vous prendrez leurs fusils (sic). Nous suivrons la voie tracée en 1837. C'était il y a plus d'un siècle. Raison de plus d'en finir.

Manifeste du Front de libération du Québec (FLQ)<sup>26</sup>

Avec la montée du mouvement souverainiste au cours des années 1960, il n'est pas surprenant que les indépendantistes aient su utiliser la mémoire des Rébellions de 1837-1838 à des fins politiques. Toutefois, tous les indépendantistes n'allaient pas se servir de cette mémoire également, ce qui n'est pas surprenant non plus, puisqu'il y a autant de mémoires d'un événement qu'il y a de groupes.

Parmi les premiers groupes à utiliser la mémoire des Patriotes figure le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN). Dès la naissance du RIN en 1960, un de ses fondateurs, André d'Allemagne, renoue avec la mémoire des Patriotes de 1837<sup>27</sup>. Comme les Patriotes l'avaient fait pour le Bas-Canada, le RIN du début des années 1960 luttait pour obtenir l'indépendance du Québec, pour faire cesser la domination canadienne-anglaise sur la majorité francophone ainsi que pour libérer la bourgeoisie québécoise de l'étranger. Pour certains, les membres du RIN étaient les nouveaux Patriotes<sup>28</sup>.

Pourtant, le RIN n'est pas le seul groupe à avoir utilisé la mémoire des Patriotes pour diffuser son message politique. Dès sa fondation en 1963, le FLQ avait aussi fait de même. Plusieurs comparaisons peuvent d'ailleurs être faites entre le FLQ et les Fils de la Liberté, cette société secrète qui avait vu le jour quelques mois avant les Rébellions de 1837<sup>29</sup>. Un de ses trois membres fondateurs, le Belge Gérard Schoeters, avait même affirmé que le FLQ voulait « prendre la relève des Patriotes »<sup>30</sup>.

Est-il aussi nécessaire de mentionner les nombreuses références faites par le FLQ aux Rébellions de 1837-1838 dans ses différents manifestes, dans sa revue *La Cognée* ou dans ses autres publications ? Qu'il suffise de relire la citation présentée plus haut, cette autre citation qui lance son « Patriotes du Québec, aux armes ! »<sup>31</sup>, ou encore cette dernière qui affirme qu'il « faut lutter, non plus un à un, mais en s'unissant jusqu'à la victoire, avec tous les moyens que l'on possède comme l'on fait les Patriotes de 1837-1838 »<sup>32</sup>, et on comprendra facilement que le FLQ cherchait délibérément à s'identifier aux couleurs des Patriotes. N'avaient-ils pas d'ailleurs adopté le drapeau tricolore pour symboliser la révolution nationale ?

Mais là ne s'arrête pas l'identification du FLQ aux Rébellions, comme si ses membres cherchaient à justifier leurs actions par l'histoire ou comme s'ils cherchaient à trouver une rédemption avant l'acte. À la fin des années 1960, le FLQ avait sa cellule Information Viger et sa cellule Chénier pour ne nommer qu'elles. Un faux FLQ y a même été d'une fausse cellule Wolfred Nelson... C'est tout dire de l'identification du FLQ aux Patriotes et de l'impact qu'elle a dû avoir auprès de la population et des forces de l'ordre. Sinon, pourquoi nommer cette fausse cellule en l'honneur d'un chef patriote ? Et puis, que retrouvait-on sur le manifeste du FLQ de 1970 au moment de la crise d'octobre sinon une reproduction du *Vieux Patriote* d'Henri Julien ?

Pourtant, le FLQ ne s'était pas toujours identifié aux couleurs des Patriotes. Au milieu des années 1960, le FLQ, le RIN et la société québécoise en général avaient été marqués par la montée d'une gauche militante en leur sein. Libérée du joug ecclésiastique, une partie de la jeunesse favorisant les idées marxistes commence à se manifester. Ces jeunes militants de gauche n'ont alors pas tous la même image des Patriotes. Pour certains, l'image des Patriotes colle bien à une éventuelle révolution marxiste québécoise. Ces derniers voient dans 1837-1838 « une lutte de classes à laquelle s'attache un caractère nationaliste indéniable »<sup>33</sup>.

Pourtant, tous les marxistes ne partagent pas cet avis. Pierre Vallières (membre de la cellule Vallières-Gagnon du FLQ), entre autres, est opposé à l'utilisation de la mémoire des Patriotes. Pour Vallières, la lutte des Patriotes ne vise qu'à servir les intérêts propres de la bourgeoisie canadienne-française montante. Pour lui, les Patriotes ne voulaient aucunement servir le bien de

la population et c'est donc à tort que la mémoire des Patriotes est utilisée à des fins marxistes ou même indépendantistes au Québec. Il affirme : « Nous ne sommes plus en 1837 et nous en avons soupé des Louis-Joseph Papineau ! Les Papineau de 1967 nous écœurent autant que celui de 1837 »<sup>34</sup>. Selon Vallières, il n'est pas non plus question, comme les Patriotes l'avaient fait en 1834, de tenter d'obtenir des gains par la lutte politique, il vaut mieux passer tout de suite à la révolution<sup>35</sup>. Cette révolution, ou cette tentative de révolution, avait été portée par le FLQ tout au long des années 1960.

Pour Fournier comme pour d'autres auteurs, l'identification du FLQ aux Patriotes était une erreur : « Comme stratégie politique, l'identification aux patriotes (sic) de 1837 (par le FLQ) est une absurdité. Papineau et Chénier (...) étaient tous deux membres de l'*establishment* de l'époque ; la classe des *professionnels* et des notables »<sup>36</sup>.

D'ailleurs, le Parti québécois (PQ), le principal parti politique indépendantiste du Québec, ne s'était jamais identifié à la mémoire des Rébellions de 1837-1838. Depuis la fondation du parti en 1968, son chef, René Lévesque, avait été comparé à de maintes reprises à Louis-Joseph Papineau pour son charisme et pour ses talents d'orateur. Pourtant, Lévesque lui-même ne semblait pas vouloir profiter de cette comparaison. Comme s'il avait peur que son parti, qui avait porté la lutte pour l'indépendance du Québec sur le plan politique, soit entaché par les intentions plus révolutionnaires des Patriotes de 1837-1838. Dès 1970-1971, le PQ rejette le message de violence associé aux Patriotes.

Ce refus d'associer le Parti québécois au message des Patriotes mériterait une analyse en profondeur<sup>37</sup>. D'ailleurs, il est intéressant de constater comment les Patriotes et les péquistes ont agi différemment lorsqu'est venu le temps de paver la voie vers l'indépendance. Alors que les Patriotes y allaient de leur boycott des institutions parlementaires bas-canadiennes, les péquistes y ont plutôt été de leur politique dite du « bon gouvernement » par laquelle ils espéraient gagner la faveur de la population québécoise. Malgré cette politique du Parti québécois, son référendum sur la souveraineté du Québec, sorte de parallèle politique aux combats armés de 1837-1838, fut un échec.

Malgré tout, le Parti québécois avait semblé lancer quelques ponts vers la mémoire des Patriotes après sa prise du pouvoir en 1976. Ainsi, en 1977, il avait rebaptisé la route 133 longeant le Richelieu : « chemin des Patriotes », marquant ainsi le 140<sup>e</sup> anniversaire de la victoire de Saint-Denis. La même année, Camille Laurin avait même accepté de recevoir le titre honorifique de Patriote de l'année décerné par la Société Saint-Jean-Baptiste pour la mise en place de la loi 101.

Malgré tout, l'échec référendaire de 1980 avait étouffé dans l'œuf cette ouverture du Parti québécois. À partir de ce moment-là, l'utilisation de la

mémoire des Patriotes à des fins politiques a connu une certaine désaffection aggravée par la politique du « beau risque » de René Lévesque. Lévesque faisait alors trop penser aux La Fontaine et Taché qui avaient accepté de tenter leur chance dans l'Union plutôt que de la contester.

Pourtant, depuis le milieu des années 1990, la mémoire des Patriotes semble connaître une nouvelle popularité. En effet, depuis l'échec de l'accord du lac Meech, depuis l'échec du référendum de 1992 sur l'accord de Charlottetown, mais surtout depuis la seconde défaite référendaire du Parti québécois en 1995, les ouvrages portant sur la mémoire des Rébellions de 1837-1838 se multiplient. Éditions, rééditions, productions cinématographiques (dont la quête de Pierre Falardeau pour obtenir des subventions pour son «1839»), présence de manifestants habillés aux couleurs des Patriotes dans les défilés nationalistes, utilisation commerciale (marque de bière «1837», de vin...), etc. Étrange que ce retour se manifeste alors même que le Parti québécois sous Lucien Bouchard en est à l'ère de la conciliation avec les Québécois anglophones et allophones! Étrange que cette volonté d'utilisation de la mémoire des Patriotes à des fins nationales et politiques se fasse au moment même où l'option souverainiste est à son plus bas en 10 ans au moins! Étrange que cette mémoire ressorte, comme durant les années 1960, alors que le Québec est à la recherche de nouveaux projets d'avenir!

## CONCLUSION

Le Québec fait maintenant face à une crise d'identité. Marqué par le manque de grands projets collectifs et par la nécessité de redéfinir les bases de la société québécoise, le Québec doit chercher à se retrouver. Il se retourne donc vers son passé pour y dénicher la trace, la mémoire d'un Québec dynamique et fier, d'un Québec ouvert sur le monde, d'un Québec désireux de vivre sa maturité. Il se retrouve ainsi de nouveau à l'enseigne des Patriotes. Doit-on trouver étrange ce retour en arrière? Non, plutôt fascinant. Fascinant parce que cette nouvelle utilisation de la mémoire des Rébellions de 1837-1838 à des fins politiques permet de constater que Louis-Joseph Papineau avait raison lorsqu'il parlait de la mémoire des Patriotes: « Leur mémoire est chère au peuple canadien [québécois] et le sera toujours »<sup>38</sup>. Fascinant aussi parce qu'elle rappelle que la mémoire est subjective et qu'elle se construit toujours en fonction des intérêts du moment. Fascinant, enfin, car il nous permet de constater encore une fois comment la mémoire peut être utilisée à des fins politiques.

De ces Patriotes ayant combattu dans l'illégalité, la mémoire et son utilisation politique ont fait des héros. D'autres individus ayant marqué l'histoire à leur façon, elles ont fait des criminels. Un peu comme le dit le

proverbe: « Le souvenir du juste est en bénédiction tandis que le nom des méchants pourrira »<sup>39</sup>

## NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Cité par Tzvetan Todorov, *Les abus de la mémoire*, s. l., Arléa, 1995, p. 7.
2. Pierre Nora, dans « Entre Mémoire et Histoire. La problématique des lieux », *Les Lieux de mémoire. I. La République*, Paris, Gallimard, 1984, p. XIX-XX, reprend d'ailleurs Maurice Halbwachs pour qui il n'y a pas une seule mémoire des diverses sociétés, mais plutôt des mémoires. Même au sein d'un même groupe, la mémoire collective pourra être plurielle et individualisée. Pour Fethi Benslama (« La mémoire : un passé en devenir », dans Michelle Perrot (dir.), *Travail de mémoire 1914-1998. Une nécessité dans un siècle de violence, Autrement*, janvier 1999, no. 54, p. 219, coll. Mémoires), la mémoire d'un événement est impossible, car il y a pluralité de perceptions (nous soulignons).
3. Henry Rousso, *La hantise du passé*, Paris, Le Seuil, 1998, p. 16.
4. Joël Candau, *Anthropologie de la mémoire*, Paris, PUF, 1996, p. 76, coll. Que Sais-je ?.
5. Henry Rousso, *op. cit.*, p. 23.
6. Maurice Halbwachs, *La mémoire collective*, Paris, Albin Michel, 1997, p. 97.
7. « C'est le besoin qu'éprouve chaque groupe humain, à chaque moment de son évolution, de chercher et de mettre en valeur, dans le passé, les faits, les événements, les tendances qui préparent le temps présent et qui permettent de le comprendre, qui aident à le vivre » (Lucien Febvre cité par Jean Chesneaux, *Du passé faisons table rase ?*, Paris, Éditions François Maspero, 1976, p. 18).
8. *Ibid.*, p. 19.
9. *Ibid.*, p. 25.
10. Gilles Manceron, « Éclairer par l'histoire les malaises de la société », dans Michelle Perrot (dir.), *op. cit.*, p. 42.
11. André Leroi-Gourhan, cité par Joël Candau, *op. cit.*, p. 63.
12. Gérard Bouchard, « La réécriture de l'histoire nationale au Québec. Quelle histoire ? Quelle nation ? », dans Robert Comeau et Bernard Dionne (dir.), *À propos de l'histoire nationale*, Sillery, Septentrion, 1998, p. 127.
13. Pour Jacques Lacoursière et Jacques Mathieu (*Les mémoires québécoises*, Québec, PUL, 1991, p. 12), « les collectivités (...) aménagent (le) passé en fonction de sa signification dans le présent et pour l'avenir. À chaque usage du passé, en somme, correspond une finalité ».
14. Pour Jean-Claude Robert (*Du Canada français au Québec libre. Histoire d'un mouvement indépendantiste*, Paris, Flammarion, 1975, p. 204, coll. L'histoire vivante), « la « survivance de la race française » en Amérique (...) ne signifie plus rien ; le Québec doit prendre en main tous les aspects de sa vie collective s'il veut, non plus se contenter de

*survivre*, mais *vivre*. C'est le rejet de (...) l'idéologie de conservation » (nous soulignons).

15. Léandre Bergeron, *Petit manuel d'histoire du Québec*, Montréal, Éditions québécoises, 1972, p. 6. Jean Chesneaux (*op. cit.*, p. 35) cite d'ailleurs Léandre Bergeron quand il dit que « la révision de l'histoire officielle (au Québec) est considérée comme un des points de départ de la lutte populaire ». Le rapport Parent (Mgr Alphonse-Marie Parent (dir.), *Rapport Parent. Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec. Les structures pédagogiques du système scolaire. A— Les programmes d'études et les services éducatifs*, tome III, Montréal, Ronalds-Federated Limited, 1966, p. 145-152), qui était l'aboutissement d'une vaste étude portant sur la réforme de l'enseignement au Québec durant les années 1960, disait d'ailleurs que certaines personnes « ont voulu subordonner cette recherche (d'éducation de la jeunesse) à des desseins apologétiques ou politiques. [...] Celui qui se penche sur le passé de son propre pays y retrouve une partie de ses racines collectives et personnelles, une explication des phénomènes sociaux et politiques qui continuent de l'englober dans leur mouvement, des motifs de fierté ou de regret, un désir de contribuer à l'orientation du destin collectif [...] Ce contact avec le passé étend l'expérience de chacun, enrichit de la sorte l'intelligence, lui donne des points de comparaison qui peuvent guider le jugement présent et l'action à entreprendre ». Selon ce rapport, il faut envisager une série de réformes de l'enseignement de l'histoire. Il faudrait dissocier histoire et apologie, élargir la conception de l'histoire, élargir le programme, utiliser et préparer de meilleurs manuels, renouveler la didactique et recruter du personnel qualifié.

16. Propos de Robert Comeau recueillis par Gilles Gougeon (dir.), *Histoire du nationalisme québécois*, Montréal, VLB éditeur, 1993, p. 153, coll. études québécoises. La position de Groulx peut toutefois être expliquée par l'idée que ce dernier essayait de créer une nation politique canadienne de toutes pièces. Dans l'esprit de Lionel Groulx, il faut être Canadien par politique et Canadien français par culture. Peut-être était-il difficile pour lui de conjuguer son idée de nation politique avec son modèle de nation canadienne-française. Pour Groulx, les Canadiens français devront toujours s'en remettre au gouvernement du Québec quand viendra le temps de protéger les droits de la nation. Peut-être y voit-on l'ébauche d'un nationalisme politique qui cherche à se camoufler, car que pourrait le Québec dans la défense des droits culturels des Canadiens français hors Québec ? Pour avoir plus de précision sur l'idée que se faisait Groulx de la nation canadienne et de la nation canadienne-française, voir : Lionel Groulx, *L'indépendance du Canada*, Montréal, L'Action nationale, 1949, p. 169-174.

17. Robert Comeau cité dans Maurice Séguin, *Histoire de deux nationalismes au Canada*, Montréal, Guérin, 1997, p. XVIII.

18. Maurice Séguin, *ibid.*, p. 409.

19. Jean-Marie Fecteau, « Lendemain de défaite : les Rébellions comme histoire et mémoire », dans *Bulletin d'histoire politique*, Montréal, vol. 7, no 1, automne 1998, p. 20.

20. Laurent-Olivier David, *Les Patriotes de 1837-1838*, nouvelle édition, Montréal, Jacques Frenette éditeur, 1981, p. 336.

21. Louis Balthazar, *Bilan du nationalisme au Québec*, Montréal, L'hexagone, 1986, p. 61-63.

22. Jean-Paul Bernard, *Les Rébellions de 1837-1838*, Montréal, Boréal Express, 1983, p. 48.
23. Comme celui de l'Institut d'histoire de l'Amérique française sur « Les origines et le sens de 1837 » ou comme celui de St-Philippe-de-Laprairie intitulé : « Patriotes d'hier, Patriotes d'aujourd'hui ».
24. Jacques Lacoursière, Jacques Provencher et Denis Vaugeois, *Canada-Québec. Synthèse historique*, Ottawa, Renouveau pédagogique, 1970, p. 309-310.
25. *Ibid.*, p. 315.
26. Cité par Louis Fournier, *F.L.Q. Histoire d'un mouvement clandestin*, Montréal, Québec/Amérique, 1982, p. 61.
27. André d'Allemagne, *Le RIN et les débuts du mouvement indépendantiste québécois*, Montréal, L'étincelle, 1974, p. 5.
28. Léandre Bergeron, *op. cit.*, p. 232.
29. Louis Fournier, *op. cit.*, p. 15.
30. Gérard Schoeters, cité par *ibid.*, p. 35.
31. Cité par *ibid.*, p. 44.
32. Cité par *ibid.*, p. 310.
33. Charles Gagnon, cité par Jean-Paul Bernard, *op. cit.*, p. 54.
34. Pierre Vallières, *Nègres blancs d'Amérique*, nouvelle édition, Ottawa, Éditions parti pris, 1974, p. 339.
35. « Et c'est pourquoi je suis pour la révolution, car seule une révolution en profondeur peut nous rendre indépendants », dans Pierre Vallières, *op. cit.*, p. 338.
36. Louis Fournier, *op. cit.*, p. 177.
37. L'étude de ce refus serait sans doute d'un intérêt marqué, car la mémoire n'est pas que remémoration, souvenir et commémoration, elle est aussi oubli, rejet, refus du passé et ignorance.
38. Claude-Henri Grignon et André Giroux, *Le vécu à Saint-Eustache de 1683 à 1972*, Saint-Eustache, Éditions Corporation des fêtes de Saint-Eustache, 1987, p. 19.
39. Salomon (attribué à), « Proverbe 10: 7 », *Traduction œcuménique de la Bible*, Montréal, Société biblique canadienne, 1988, p. 1001.